



Ce projet est cofinancé
par l'Union européenne



Centre
pour le dialogue
humanitaire

Médiation pour la paix

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DU DANEMARK



La voix des jeunes du Sahel

Dialogue entre jeunes et institutions

Repenser la gouvernance pour prévenir la radicalisation violente

Dans une région sahélienne en proie à l'injustice sociale, au chômage, où l'explosion démographique remet en cause la primauté des anciens sur la jeunesse et où nombre de citoyens déplorent l'absence de services publics sur leur territoire, le phénomène de la radicalisation religieuse peut refléter l'aspiration d'une frange de la jeunesse à un certain renouveau de l'ordre établi. Observée depuis plusieurs années à la faveur de l'implantation de courants religieux étrangers, issus notamment des pays du Golfe, la radicalisation est venue remettre en cause la place jusqu'ici centrale de l'Islam traditionnellement pratiqué. Et l'interaction grandissante entre le religieux et le politique, au sein d'Etats majoritairement laïques, a par la suite renforcé le poids des mouvements religieux radicaux dans la sphère publique. La facette violente de la radicalisation est quant à elle plus récente et l'occupation djihadiste du nord Mali suite à la crise de 2012 a constitué un moment charnière pour les mouvements djihadistes désormais largement implantés au Sahel.

En 2017, à travers les 25 cadres locaux et les cadres nationaux de dialogue mis en place dans les cinq pays du G5 Sahel, 1 250 représentants d'organisations de jeunesse ont esquissé avec les représentants de leur gouvernement respectif une lecture croisée des défis et identifié des pistes de solutions en matière de prévention de la radicalisation violente. En 2018, les parties décideront des chantiers à ouvrir dans chacun des pays du G5 Sahel pour répondre aux quatre enjeux perçus comme prioritaires.

Vers une gouvernance nouvelle génération

« Tant que vous ne prenez pas des positions radicales, ne vous attendez pas à ce qu'on vous écoute. Nous sommes dirigés par des gens qui ne comprennent que le langage de la violence ».

La mauvaise gouvernance est perçue par les organisations de jeunesse comme un motif de contestation, de rupture sociale et au-delà comme la principale source de la radicalisation. Elles disent comprendre que certains aient recouru à la violence pour lutter contre la corruption et l'impunité dans les sphères politique et sociale dominées par les aînés alors que l'immense majorité des gouvernés a moins de 30 ans. Selon les organisations de jeunesse, les dérives violentes de



la radicalisation seraient réduites si les modèles de gouvernance étaient repensés, en priorité au niveau local, et donnaient voix au chapitre à la jeunesse. Ainsi, l'application effective et participative des politiques en faveur de la jeunesse contribuerait à rétablir le dialogue entre générations tout en favorisant le développement de nouveaux schémas de gouvernance.

Radicalisation, émancipation et préjugés

« Il faut également écouter les jeunes et leur donner la possibilité de s'exprimer pour qu'ils ne soient pas manipulés par les discours extrémistes. »

Rejoindre les courants religieux radicaux constitue pour un grand nombre de jeunes une manière de se distinguer de ses pairs et/ou des anciens, voire de s'émanciper. Dans des sociétés où la hiérarchie est fortement déterminée par les classes et l'âge, adopter une pratique religieuse distincte de celle des aînés revient à revendiquer son indépendance. Cette démarche permet également de s'affranchir des décisions familiales jugées arbitraires à l'heure où le mécontentement quant aux modes de gouvernance familiale est grandissant. Les organisations de jeunesse insistent sur l'importance de mettre en place des espaces de dialogue inter- et intra religieux pour apaiser les tensions qui se font jour. Selon eux, l'objectif est à la fois de favoriser une meilleure coexistence entre courants religieux et de lutter contre les préjugés qui réduisent l'Islam au terrorisme et le djihad à la violence. En parallèle, l'Etat devrait également mieux réguler les contenus médiatiques lorsqu'ils alimentent les tensions et les préjugés.

Radicalisation et recherche de protection

« Les groupes radicaux véhiculent des messages de paix et de protection à l'endroit des populations qui sont frustrées face aux comportements des forces de sécurité du pays. »

Les organisations de jeunesse attendent aussi de leur Etat qu'il soit en mesure d'assurer leur sécurité. Dans les zones d'intervention militaire, l'alliance de commu-

nautés avec des groupes radicaux est devenue une forme de protection face aux exactions commises par les forces de sécurité et à la stigmatisation dont certaines communautés sont victimes. Les organisations de jeunesse recommandent que les forces de sécurité soient outillées pour comprendre leur milieu d'intervention et dialoguer avec les citoyens. Au regard du degré de méfiance entre jeunes et forces de sécurité, des démarches de rétablissement de la confiance doivent parallèlement être initiées.

Prévention de la radicalisation violente par l'éducation et l'emploi

« Tant que les jeunes n'ont pas d'opportunités pour être actifs et productifs, ils resteront des proies faciles pour les groupes djihadistes. »

Les organisations de jeunesse soulignent enfin que l'inactivité peut parfois pousser les jeunes à rallier la cause djihadiste, moins par conviction que par nécessité : ils en retirent en effet souvent un gain pécuniaire qui ouvre la voie au mariage, traditionnellement conditionné à l'indépendance financière. Ainsi, pour prévenir la radicalisation violente, les organisations de jeunesse insistent sur l'importance de mettre avant tout l'accent sur l'éducation primaire gratuite et universelle et la formation professionnelle d'une part, et sur le développement d'opportunités économiques d'autre part. Sur cette dernière thématique, les organisations de jeunesse ont déjà souligné l'urgence de repenser et de moderniser l'exploitation, la transformation et la distribution des ressources naturelles pour attirer les jeunes vers l'agriculture, la pêche et l'élevage, trois secteurs économiques à fort potentiel d'emplois et sources d'autosubsistance en milieu rural. Cette révolution verte doit s'accompagner de la construction d'infrastructures routières afin de désenclaver les zones rurales et de faciliter la valorisation de potentiels économiques locaux.



Ce projet mis en œuvre par le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est cofinancé par l'Union européenne et le Royaume du Danemark, et mené en coordination étroite avec les autorités nationales et le G5 Sahel.